AFD en Allemagne, RN en France, PSD en Suéde, la preuve par trois !

mardi 15 septembre 2026, par Jacques COTTA

La victoire de **l'AFD** —Alternative für Deutschland ou encore alternative pour l'Allemagne— aux élections régionales de Saxe-Anhalt, avec 43,8 % des voix, soit 20,8 % de plus par rapport aux dernières élections régionales de 2021, avec un taux de participation record, a résonné en Europe en général et en France en particulier comme un véritable coup de tonnerre. A entendre nos commentateurs attitrés de tout bord, le nazisme serait de retour. Le qualificatif d'extrême droite pour baptiser l'AFD serait donc insuffisant et le danger outre-Rhin serait annonciateur du drame qui nous guetterait en 2027 avec l'arrivée de **Marine Le Pen** au pouvoir.

Les réactions sur la situation allemande, parfois apeurées et sincères, expriment, chez les responsables français, à droite comme à gauche, la volonté de donner une nouvelle vie au **« fameux front républicain »** qui au nom de « l'anti-fascisme » a vu la gauche, LFI en tête, faire élire des députés macronistes, et des macronistes faire élire des députés LFistes. Et de Front républicain en Front républicain, voilà où nous en sommes, en Allemagne avec l'AFD, en France avec le RN.

Fantasme et Falsification

Qualifier **l'AFD en Allemagne** ou **le RN en France** de partis nazis, c'est d'abord réaliser une banalisation insupportable de ce qu'ont été le nazisme et ses crimes. Ni le RN, ni l'AFD ne sont nazis. Ni l'un ni l'autre ne se distingue par l'existence de bandes armées spécialisées dans la chasse aux militants ouvriers, aux syndicalistes ou politiques opposés à leur orientation. Ils sont des partis de rechange du système dont le capitalisme a besoin face à la faillite des vieux partis incapables aujourd'hui de gérer ses affaires.

L'AFD créé en 2013 par d'anciens responsables de la **CDU**, parti traditionnel de la droite allemande, et par une série de « professeurs » d'économie notamment, se fonde sur une orientation euro-sceptique. Dés le début, il se présente comme **anti-euro**, puis **anti-Union européenne**, avec comme proposition phare la dissolution progressive de la zone euro pour aboutir à de petits blocs d'unions monétaires plus homogènes. Si ces positions définissaient le nazisme, bon nombre de citoyens devraient être mis au banc des accusés. Et sans doute serions nous dans la liste…

Sur ces positons, l'AFD recueille six mois seulement après sa création 2 millions de voix, soit 4,7% des suffrages. Depuis 2015, la crise migratoire en Europe influence la politique dans chaque pays d'Europe et donc en Allemagne. La politique de la chancelière **Merkel** basée sur des préoccupations économiques —l'Allemagne a besoin de main d'oeuvre— et humanitaires, qui se solde par l'entrée de plus d'un million de migrants, au début bien accueillis, apporte à l'AFD une aide inespérée. La difficulté à gérer convenablement l'accueil, les débordements de la nuit de la Saint-Sylvestre —avec viols massifs et chasse aux blanches notamment dans les rues de Berlin— et la montée du terrorisme —attentats perpétrés par l'État islamique en Europe et bientôt aussi en Allemagne— permettent à l'AFD de progresser encore en ajoutant à sa ligne euro-sceptique une orientation anti-immigration et anti-Islam.

En 2017 il totalise 12,6% des suffrages pour atteindre donc 43,8% en Saxe Anhalt en 2026.

Leçons germaniques, françaises mais aussi… Suédoises

À la fin de son poème satirique sur la révolte ouvrière de Berlin-Est écrasée dans le sang en 1953 par les chars de Staline, **Brecht** écrit ironiquement : ***« Ne serait-il pas plus simple pour le gouvernement de dissoudre le peuple et d'en élire un autre ? ».***

Quelle phrase plus explicite pour évoquer des autorités, des responsables, des partis désavoués par les citoyens qui en viennent à nier la position du peuple, à lui tourner le dos et en définitive à rejeter la légitimité du peuple lui-même.

La parole de Brecht s'applique à merveille à la situation présente et permet de comprendre l'ascension de partis comme l'AFD en Allemagne, le RN en France ou encore le succès de la gauche en Suède.

- **Les peuples ne veulent plus du mythe européen** dont les autorités imposent avec la complicité des gouvernements des politiques contraires à leurs intérêts. Les budgets militaires qui pillent les finances nationales, la vie chère, l'emploi au rabais avec une remontée notable du chômage, le salaire à la baisse avec la désindexation sur l'inflation et les prix, la portion congrue pour les services publics nécessaires, indispensables notamment pour les plus faibles, la guerre comme ligne d'horizon, les peuples n'en veulent pas. **Et pourtant tous, de gauche comme de droite, expriment la soumission à l'union européenne**, chacun à sa façon, chacun en faisant mine parfois de s'y opposer, mais tous sur la même ligne.
- **Les peuples sont inquiets d'un islamisme menaçant**, qui aujourd'hui rend banal la menace de décapitation adressée à des enseignants ou instituteurs à la porte de leur établissement. Et la gauche « anti fasciste » qualifie celui qui exprime cette inquiétude d' « islamophobe », de « raciste », de « fasciste ». Les mêmes d'ailleurs à gauche, les insoumis, De Panot à Mélenchon, réclament l'autorisation du port de l'abaya pour les petites filles de 8 ans comme « signe de liberté et de tolérance ». Quelle trajectoire tragique !

Le succès de **l'AFD en Allemagne** comme du **RN en France** est le produit de ces opposants de pacotille. Ils sont la force principale du mal qu'ils disent vouloir combattre. Et pour tenter de camoufler leurs méfaits, ils accusent bien sûr les peuples d'être racistes, fascistes, voire nostalgiques du nazisme, d'être à l'image des responsables dont les arrières pensées ne manquent pas pour tenter d'arriver au pouvoir. Responsables et arrières pensées de toute part. Chez **Bardella** qui se précipite voir les chefs de l'AFD. Chez **Mélenchon** qui jette par dessus bord son attachement passé à la laïcité pour se ranger derrière un islamisme qu'il voit comme un atout électoral.

En Suède aussi la leçon mérite d'être tirée. Et une fois n'est pas coutume, c'est une note optimiste qui se dégage.
Le parti social démocrate de **Magdalena Andersson** tire profit d'une prise en compte des préoccupations populaires, notamment sur la question de **l'immigration** et de **la sécurité**. La position adoptée défend une immigration restrictive, adaptée aux capacités d'intégration du pays, mettant l'accent sur l'ordre, la lutte contre la ségrégation, le travail, la maîtrise du suédois et la responsabilité individuelle, tout en maintenant le droit d'asile.

La Suède est assez éloignée du modèle prôné par notre « gauche » bien pensante, partisane de la suppression des frontières, favorable en fait à la mondialisation et aux échanges sans contrôle, qui voit d'un bon oeil, ou qui préfère ne pas voir, au nom des bons sentiments, l'entassement de

migrants sous des tentes porte de la Chapelle, dans les rues, ou sous le métro aérien à Paris.

La gauche suédoise n’a pas choisi de « dissoudre le peuple suédois », mais de l’écouter, le comprendre, lui répondre, et de la sorte s’est donnée les moyens, contre toute attente, de remporter les dernières élections législatives et faire baisser ses opposants d’extrême droite.

Une politique claire, parfois discutable, mais compréhensible, vaut décidément mieux que toutes les ignorances, bêtises, ou incantations démagogiques.

Jacques Cotta
Le 15 septembre 2026